

**Convention de transmission de données
aux municipalités, dans le cadre de leurs prérogatives en
matière de lutte contre l'évitement scolaire**

La présente convention est signée entre :

La Ville de Lézignan-Corbières,
42, Cours de la République – 11200 LEZIGNAN CORBIERES
Représentée par son Maire, Monsieur Gérard FORCADA
Ci-après désigné « la Ville »

Et,

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, dont le siège est situé
18 avenue des Berges de l'Aude – 11000 CARCASSONNE
Représentée par sa Directrice, Madame Elise PALUS
Ci-après désignée « la Caf »

Ci-après désignées collectivement « les Parties ».

Le cadre légal et réglementaire.

L'Article L131-6 du code de l'éducation stipule que « chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. »

« Afin de procéder au recensement prévu (...) et d'améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire, le maire peut mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel où sont enregistrées les données à caractère personnel relatives aux enfants en âge scolaire domiciliés dans la commune, qui lui sont transmises par les organismes chargés du versement des prestations familiales ainsi que par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation et par le directeur ou la directrice de l'établissement d'enseignement ainsi qu'en cas d'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou lorsqu'un élève inscrit dans un établissement le quitte en cours ou en fin d'année. »

Attestation de réception du ministre de l'Éducation nationale

011-211102023-20240528-2024-064-REF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/05/2024
Publication : 30/05/2024

Pour le Maire



L'article R131-10-3 du Code de l'éducation, article créé par décret n°2008-139 du 14 février 2008 - art.1, précise parallèlement que :

« Les organismes chargés du versement des prestations familiales transmettent au maire, à sa demande et par voie sécurisée, les données suivantes :

1° Données relatives à l'identité de l'enfant ouvrant droit au versement de prestations familiales : nom, prénom, date de naissance, sexe ;

2° Données relatives à l'identité de l'allocataire : nom, prénom, adresse. »

L'information technique n° 2015-054 diffusée le 18 juin 2015 par la caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) aux organismes de la branche famille de la sécurité sociale, précise quant à elle que le traitement consistant à transmettre à des maires les données personnelles prévues à l'article R131-10-3 constitue un traitement national, relevant de la responsabilité du directeur général de la Cnaf et dont le délégué à la protection des données doit assurer la conformité.

L'article 5 de l'acte réglementaire relatif au modèle national de traitement des allocations « Cristal », qui dresse la liste des destinataires externes d'informations issues de ce dernier, a par ailleurs été modifié en 2008 afin d'intégrer dans cette liste « le maire, à sa demande, concernant les enfants en âge d'obligation scolaire ».

Dans ce contexte, il est convenu ce qui suit.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de constitution et de transmission par la Caf à la ville des données prévues à l'article R131-10-3 et de formaliser les engagements réciproques des Parties. La Caf procédera à cette transmission une fois par an, à la demande de la ville, pour la durée prévue à l'article 6 de la présente convention.

Article 2 – Données transmises.

La Caf transmettra à la ville les données prévues à l'article R131-10-3 cité en préambule, en ne retenant que les familles allocataires avec enfant(s) répondant aux conditions d'âge auxquelles s'applique l'obligation scolaire et résidant sur la commune au moment de la constitution du fichier.

Pour constituer ce fichier et garantir la conformité des données extraites, la Caf utilisera la requête nationale mise à disposition des Caf pour ce traitement. L'extraction sera réalisée sur le fichier allocataire mensuel précédent la date de la demande. L'année civile de référence pour le calcul des conditions d'âge est l'année de la rentrée scolaire concernée.

Article 3 – Désignation des personnes référentes de chacune des parties.

Les parties s'engagent à désigner respectivement et à tenir à jour la liste des personnes ressources en charge de la mise en œuvre de la présente convention. Les noms, fonctions et coordonnées de contact des référents de chacune des parties sont listées en annexe.

Les personnes désignées par les parties veillent à garantir la bonne application de la présente convention.

Article 4 – Méthode de transmission du fichier.

La Caf procédera au chiffrement du fichier avant sa transmission par courriel avec accusé de réception à la (aux) personne(s) désignée(s) par la ville, conformément à l'article 3. La clé de déchiffrement du fichier leur sera communiquée séparément par la Caf, via un autre canal de contact.

Article 5 – Engagement des parties.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD ») et la loi dite Informatique et Libertés, modifiée.

La ville s'engage à :

- Mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le niveau de sécurité adapté au traitement des données reçues par la Caf.
- Utiliser les données uniquement et strictement dans le cadre de la finalité définie par l'Article L131-6 du code de l'éducation et à garantir tout détournement de finalité, ainsi que l'intégrité des données utilisées dans le cadre de la présente convention.
- Se conformer aux dispositions du RGPD et en particulier, à signaler le plus rapidement possible au directeur et au référent informatique et libertés de la Caf, dont les coordonnées sont fournies en annexe, en cas de violation de données.
- Faire supprimer le mail reçu de la Caf après récupération du fichier transmis, par la ou les personnes référentes désignées par la ville.
- A détruire le fichier de la Caf une fois exploité et au plus tard à la fin de l'année scolaire concernée.

Article 6 – Durée de la convention et date d'effet.

La présente convention prend effet à la date de signature des parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

La Caf pourra décider d'interrompre cette reconduction tacite, lorsque la caisse nationale d'allocations familiales aura finalisé et mis à disposition des municipalités la solution logicielle de consultation des données prévues à l'article R131-10-3 actuellement en cours de développement (Interface de programmation d'application -API).

Article 7 – Dénonciation.

La présente convention peut être dénoncée dans les 3 mois avant la date anniversaire par lettre recommandée avec accusé de réception de l'autre partie.

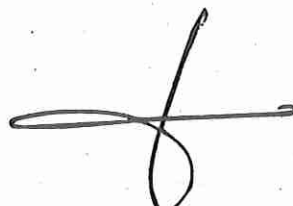
Fait à, le

Le Maire,

Monsieur Gérard FORCADA

Fait à Carcassonne, le 28/31/2024

La Directrice de la Caisse d'Allocations
Familiales,



Madame Elise PALUS

Annexe : liste des personnes référentes

Pour la Caf :

Nom	Prénom	Fonction	Numéro de téléphone	Adresse de courrier électronique
CALVET	Christophe	Directeur Adjoint	04.68.11.61.40	christophe.calvet@caf11.caf.fr
FLOURIE	Nathalie	Chargée d'études Socio-Economiques	04.68.11.61.28	nathalie.flourie@caf11.caf.fr

Pour la ville :

Nom	Prénom	Fonction	Numéro de téléphone	Adresse de courrier électronique

